

**AUTORITE DE REGULATION  
DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

-----  
**SECRETARIAT PERMANENT**

**BURKINA FASO**  
*Unité – Progrès – Justice*

## **ACTES DES PREMIERES JOURNEES DE LA COMMANDE PUBLIQUE (JCP) 2018**

*« La commande publique, un levier stratégique dans l'atteinte des résultats du Plan national de développement économique et social (PNDES) »*

### **TOME 2 : RAPPORTS DES ATELIERS**

*Bobo-Dioulasso, du 12 au 14 juillet 2018*

# SOMMAIRE 1

|      |                                     |    |
|------|-------------------------------------|----|
| I.   | Contexte .....                      | 4  |
| II.  | Rappel du mandat de l'atelier ..... | 4  |
| III. | Synthèse des discussions .....      | 5  |
| IV.  | Recommandations.....                | 11 |
| V.   | Conclusion .....                    | 18 |

# **RAPPORT DE L'ATELIER 1 « ROLE DU SECTEUR PUBLIC »**

## **I. CONTEXTE**

Le 13 juillet 2018 s'est tenue en marge des premières journées de la commande publique (JCP), l'atelier de réflexion sur le thème : « la commande publique comme levier stratégique du développement économique et social : rôle du secteur public. Débuté à 9h15mn, cet atelier a connu la participation des acteurs du secteur public intervenant dans la chaîne de passation de la commande publique (DAF, DMP/PRM, DCMEF, AJT, ARCOP...)

Cet atelier a été présidé par Monsieur François Xavier BAMBARA, ancien président du conseil de régulation de l'ARCOP et rapporté par Mme Kiswendsida Irène BAYANE/ZONGO (DMP/MCIA) et M. Moussa GUEBRE (DMP/CHU YALGADO OUEDRAOGO).

Les échanges dont la substance était constituée des termes de référence (TDR) de l'atelier et la communication de l'expert sur le même thème se sont déroulés dans une bonne ambiance. Dès l'entame des travaux, ces documents de travail ont été passés en revue pour une meilleure compréhension et un plan des discussions constitué des points suivants a été élaboré :

- Lien entre commande publique, bonne gouvernance et développement ;
- Problèmes entre acteurs de l'administration et entre acteurs de l'administration et le secteur privé ;
- Analyse de l'efficacité de l'administration publique dans un contexte de gestion axée sur les résultats ;
- Propositions et recommandations.

## **II. RAPPEL DU MANDAT DE L'ATELIER**

L'atelier sur le rôle du secteur public a eu pour mandat : de façon générale de situer le rôle du secteur public dans la commande publique en tant que levier de développement ; et de façon spécifique :

- D'établir le lien conceptuel entre la commande publique et le développement ;
- D'établir la relation entre la bonne gouvernance de la commande publique et le développement ;
- Analyser la contribution du secteur public à l'efficacité de la commande publique dans un contexte de gestion axée sur les résultats ;

- Faire des propositions pour renforcer le rôle clé du secteur public dans l'atteinte des résultats du PNDES et ce, dans le cadre de la commande publique ;

Ces différents points du mandat de l'atelier ont été abordés à travers la synthèse des discussions ci-dessous.

### **III. SYNTHÈSE DES DISCUSSIONS**

Comme annoncé en introduction, la synthèse des échanges se présente comme suit :

- Lien entre commande publique, bonne gouvernance et développement ;
- Analyse de l'efficacité de l'administration publique dans un contexte de gestion axée sur les résultats
- Difficultés des acteurs.

#### **1. Lien entre commande publique, bonne gouvernance et développement**

La relation conceptuelle entre la commande publique et le développement peut s'appréhender autour des points essentiels qui sont :

- Le rôle stimulateur de la commande publique sur la production nationale
- Le rôle stimulateur sur la création d'emploi
- La disponibilité des infrastructures
- Instrument de promotion d'une économie sociale et solidaire

##### *1.1 La commande publique comme stimulant de la production nationale et la création d'emploi*

La commande publique est un instrument privilégié de la mise en œuvre des politiques publiques. En effet, de par son importance dans le volume global de la dépense publique, elle représente un stimulant majeur de la production nationale dans l'hypothèse d'un circuit fermé. Les besoins des administrations en biens et services se traduisent par une demande effective auprès du secteur privé à laquelle celui-ci répond par une augmentation du volume de la production globale. Il est important de faire constater que cette augmentation de la production des entreprises privées va de pair avec une création d'emploi et une demande secondaire au profit d'autres entreprises. Dans le cadre d'un processus dynamique, cela va induire un effet d'entraînement duquel se nourrit l'économie nationale.

## 1.2 La commande publique comme instrument de production des infrastructures clés du développement

Un autre lien à établir entre la commande publique et le développement réside dans la faculté de la première cité à offrir au développement la disponibilité des infrastructures de base qui lui sont indispensables. Le volume global des infrastructures routières, des infrastructures hospitalières, éducatives etc. s'améliore essentiellement par le biais de la commande publique.

### a. Instrument de promotion d'un secteur privé local

Le système de la commande publique représente aussi un instrument de promotion du secteur privé local. A ce titre, sous l'effet des procédures concurrentielles, les entreprises sont constamment tournées dans l'amélioration de leurs appareils de production à travers la recherche et l'innovation en vue de capter des parts de marché indispensables à leur survie. La commande publique contribue ainsi pour une large part à la compétitivité des entreprises.

### b. Instrument de promotion d'une économie sociale et solidaire

Sur le plan social, la commande publique se prête à une entreprise d'instauration d'une économie sociale et solidaire. A travers l'introduction d'une clause de préférence nationale, elle peut être une source d'employabilité de groupes sociaux vulnérables comme les jeunes, les femmes, les orphelins, les veuves etc.

Toutefois, la relation cause conséquence qui lie la commande publique au développement ne peut produire ses effets que dans l'hypothèse d'une bonne gouvernance de la commande publique. En effet, le respect rigoureux des principes fondamentaux de la commande publique est une condition sine qua non de l'efficacité de la commande publique et par voie de conséquence une exigence pour la transformation structurelle de l'économie.

## **2. Analyse de l'efficacité de la commande publique dans un contexte de gestion axée sur les résultats**

La gestion axée sur les résultats exige que toute acquisition de biens et services dans le cadre de la commande publique ait pour finalité l'atteinte d'un ou plusieurs objectifs préalablement définis et ce, en lien avec les référentiels de développement de l'Etat notamment le Plan national de développement économique et social (PNDES).

La commande publique est soumise à quatre principes fondamentaux à savoir (i) l'économie et l'efficacité du processus d'acquisition ; (ii) la liberté d'accès à la commande publique ; (iii) l'égalité de traitement des candidats et la reconnaissance mutuelle ; et (iv) la transparence du processus de passation, d'exécution et de règlement de la commande publique.

Dans cette optique, chaque acteur devra jouer un rôle prépondérant dans l'atteinte des objectifs de développement.

Ainsi, dans le contexte de la gestion axée sur les résultats, le rôle du secteur public se situe à plusieurs niveaux, à savoir :

- la bonne définition des objectifs de développement ;
- la bonne formulation des besoins à travers une définition claire et précise des biens et services à acquérir ;
- le choix judicieux des procédures de passation de la commande publique en privilégiant l'appel à concurrence ;
- la mise en place des mécanismes de contrôle et de régulation de la commande publique opérants ;

En outre, le secteur public, par le biais de la commande publique, joue un rôle dans la promotion du secteur privé et dans l'intégrité du système de passation des marchés publics.

En effet, le secteur public participe à la promotion du secteur privé à travers la création de conditions pour avoir des entreprises viables et compétitives qui contribueront à la promotion de l'économie nationale. La mise en place, par exemple, des agréments techniques amène les entreprises à acquérir les éléments fondamentaux pour être compétitives.

Quant au maintien de l'intégrité du système de passation des marchés publics, le secteur public joue un grand rôle à travers une lutte vigoureuse contre la fraude et la corruption par la mise en œuvre d'outils efficaces tels que (i) le règlement non juridictionnel de différends ; (ii) les dispositions pour la prévention des conflits d'intérêt ; et (iii) l'adoption des différents textes contre la corruption dans les marchés publics.

Pour permettre au secteur public de jouer son rôle de promotion du secteur privé national et de maintien de l'intégrité du système, l'administration publique devrait opérer des réformes dans le comportement des agents et dans la mise en œuvre des outils de répression de la fraude et de la corruption

### **3. Difficultés des acteurs**

L'atelier a identifié pour ce point, quelques difficultés qui existent au sein des acteurs du secteur public intervenant dans la commande publique notamment les direction des marchés publics ou personnes responsables des marchés publics (DMP/PRM), les directions de l'administration et des finances (DAF), les directions du contrôle des marchés publics et des engagements financiers (DCMEF) et l'autorité de régulation de la commande publique (ARCOP) d'une part, et d'autre part, entre eux et les acteurs du secteur privé.

#### **3.1 Difficultés entre acteurs du secteur public**

Les difficultés entre acteurs du public ont été listées en fonction des différentes phases de la commande publique à savoir :

- La phase de planification ;
- La phase de passation ;
- La phase d'exécution ;
- La phase de règlement.

##### **➤ Phase de planification**

A ce niveau il s'agit :

- Des difficultés dans la définition des besoins et l'élaboration des dossiers techniques ou des termes de références ;
- Non-respect des délais inscrits dans les plans annuels de passation des marchés publics (PPM) ;
- Expression des besoins en retard ;
- non maîtrise de la nomenclature budgétaire par certains acteurs surtout dans le contexte du budget programme.

##### **➤ La phase de passation**

A ce niveau, les points de difficultés ont été les suivants :

- Nombre élevé des recours fondés auprès de l'ARCOP par des soumissionnaires ou des attributaires de marchés publics conformément aux normes communautaires ;
- Non-respect des référentiels de délais dans le de traitement des dossiers ;
- Absence de personnes qualifiées dans les sous-commissions techniques pour certains domaines d'activités ;
- Collusion ou favoritisme dans les commissions d'attribution.

➤ **La phase d'exécution**

Pour la phase d'exécution, les difficultés identifiées sont les suivantes :

- Non transmission de certains documents pour archivage à la DMP ;
- Inefficacité dans le suivi de l'exécution des contrats ;
- difficultés d'application de la mercuriale des prix ;
- Incapacité pour les commissions de réception de déceler les imperfections des ouvrages si le contrôle technique fait défaut ;
- Absence de suivi des MOD.

➤ **La phase de règlement**

Les difficultés identifiées sur ce point se résument à :

- Trafic d'influence et favoritisme ;
- Non application des sanctions prévues par la réglementation ;
- Difficultés dans la mise à disposition des fonds délégués aux maitrises d'ouvrage délégués (MOD) ;
- Non-respect des délais MOD dans l'exécution des marchés ;

### 3.2 Difficultés entre acteurs du secteur public et le secteur privé

En dehors de la phase de planification, des difficultés entre les acteurs du public et le privé existent également à toutes les autres phases de la commande publique. Nous avons ici fait le choix de les lister ensemble.

- La falsification des documents lors de la candidature ;
- non application et inefficacité des sanctions ;
- faible utilisation du recours préalable ;
- La réalisation de travaux supplémentaires sans avenant ;
- Les difficultés d'exécution du fait de la sous-estimation des prix à la soumission ;
- Non-respect de la déontologie et de l'éthique dans le cadre de l'élaboration des attachements liés aux décomptes ;

Conformément aux canevas reçu du secrétariat, ces difficultés ont été traitées dans le tableau suivant :

#### IV. RECOMMANDATIONS

| N°                            | PROBLEME SOULEVE  | PROPOSITIONS   | SYNTHESE DES ECHANGES  | PROPOSITION<br>RETENUE/RECOMMANDATION  |
|-------------------------------|---|--|--|--|
| <b>Phase de planification</b> |   |  |  |  |
| 1                             | Des difficultés dans la définition des besoins et l'élaboration des dossiers techniques ou des termes de références | Renforcer les effectifs des DMP en personnel qualifié surtout dans les domaines techniques faisant office de besoins couramment exprimés | Les échanges sur ces points ont abouti à des consensus qui ont conduit aux recommandations ci-contre | Affectation de personnels techniques au sein des DMP ;<br><br>Organiser des sessions de renforcement des capacités des acteurs sur la définition des besoins et la nomenclature budgétaire<br><br>Améliorer la collaboration entre les acteurs de la commande publique |
| 2                             | Non-respect des délais inscrits dans les plans annuels de passation des marchés publics (PPM)                       | Formation / renforcement des capacités ou sensibilisation des acteurs ;<br>Programmation adéquate des PPM                                |  |  |
| 3                             | Expression des besoins en retard  | Collaboration étroite des différents acteurs de la chaîne  |  |  |
| 4                             | Non maîtrise de la nomenclature budgétaire par certains acteurs surtout   | Renforcement des capacités des acteurs   |  |  |

| N°                           | PROBLEME SOULEVE   | PROPOSITIONS   | SYNTHESE DES ECHANGES   | PROPOSITION<br>RETENUE/RECOMMANDATION                                |
|------------------------------|--|--|---|--|
|                              | dans le contexte du budget programme   |  |   |  |
| <b>Phase de la passation</b> |  |  |   |  |
| 5                            | Nombre élevé des recours fondés auprès de l'ARCOP par des soumissionnaires ou des attributaires de marchés publics | Créer un emploi spécifique d'agents chargé de la gestion des marchés publics<br><br>Application des textes relatifs aux critères de choix des agents à nommer comme DMP ou PRM |   | Création d'un emploi des agents spécialistes de la commande publique |
| 6                            | Non-respect des référentiels de délais de traitement des dossiers ;  | Respect autant que possible, des délais de traitement des dossiers   | Les échanges ont fait ressortir qu'il est souvent difficile de respecter le référentiel dans certains cas |  |
| 7                            | Absence de personnes qualifiées dans les sous-commissions techniques pour certains domaines d'activité ;           | Formation  |   |  |

| N°                       | PROBLEME SOULEVE   | PROPOSITIONS  | SYNTHESE DES ECHANGES  | PROPOSITION<br>RETENUE/RECOMMANDATION   |
|--------------------------|--|---|--|---|
| 8                        | Collusion ou favoritisme dans les commissions d'attribution    | Veiller au respect du code d'éthique et de déontologie          | Encourager la tenue effective des comités de discipline à cet effet  | Application effective des sanctions prévues dans les textes   |
| <b>Phase d'exécution</b> |  |   |  |   |
| 9                        | Non transmission de certains documents pour archivage à la DMP | Améliorer la collaboration entre acteurs                        | Il a été demandé de clarifier le rôle des acteurs mais constat a été fait que ces rôles ont été suffisamment clarifiés par la réglementation |   |
| 10                       | Absence de suivi de la bonne exécution des contrats            | Améliorer la présence des bureaux de contrôle sur les chantiers |  | Engager la responsabilité effective des bureaux de contrôle en cas de défaillance dans les ouvrages |
| 11                       | Les difficultés d'applications de la mercuriale des prix       |   | Ce point n'a pas fait l'objet de consensus en raison de la responsabilité personnelle et pécuniaire des contrôleurs financiers               |   |

| N°                        | PROBLEME SOULEVE  | PROPOSITIONS  | SYNTHESE DES ECHANGES  | PROPOSITION<br>RETENUE/RECOMMANDATION  |
|---------------------------|---|---|--|--|
| 12                        | Incapacité pour les commissions de réception de déceler les imperfections des ouvrages si le contrôle technique fait défaut | Trouver un mécanisme de responsabilisation des maitres d'œuvres |  |  |
| 13                        | Absence de suivi des MOD  |   |  | Mise en place d'un mécanisme de suivi des conventions MOD par les maitres d'ouvrages |
| <b>Phase de règlement</b> |   |   |  |  |
| 14                        | Trafic d'influence et favoritisme   | Voir recommandation sur l'application des sanctions             |  |  |
| 15                        | Difficultés dans la mise à disposition des fonds délégués aux maitrises d'ouvrage délégués (MOD)                            | Améliorer le dispositif de suivi de paiement des MOD            | Les échanges sur ce point ont fait état de beaucoup de difficultés liées à la disponibilité des crédits à causes des régulations budgétaires ; il était aussi question de procéder à des anticipations mais cela n'est |  |

| N°                   | PROBLEME SOULEVE   | PROPOSITIONS  | SYNTHESE DES ECHANGES  | PROPOSITION<br>RETENUE/RECOMMANDATION   |
|----------------------|--|---|--|---|
|                      |  |   | pas applicable aux MOD publiques   |   |
| 16                   | Non-respect des délais MOD dans l'exécution des marchés    | Encourager les MOD au respect des délais contractuels                 | Il a été expliqué que ces retards sont pour la plupart liés à la mise à disposition des fonds  |   |
| <b>Secteur privé</b> |  |   |  |   |
| 17                   | La falsification des documents de soumission aux marchés ; | Demander la production des preuves originales des documents douteux ; | Le processus d'authentification des documents est assez long et prend énormément de temps surtout quand ils sont établis hors du pays. |   |
| 18                   | L'inefficacité des sanctions ;                             | Revoir le quantum de sanctions prévues par textes réglementaires      |  | Application de l'exclusion mutuelle appliquée par les PTF aux entreprises défaillantes sur financements du Budget de l'Etat |

| N° | PROBLEME SOULEVE   | PROPOSITIONS   | SYNTHESE DES ECHANGES  | PROPOSITION<br>RETENUE/RECOMMANDATION |
|----|--|--|--|---------------------------------------|
| 19 | L'abandon du recours préalable ;   | Encourager le recours préalable même s'il est facultatif   |  |                                       |
| 20 | La réalisation de travaux supplémentaires sans avenant ;                             |  | Les échanges sont arrivés à la conclusion qu'il faut respecter les textes en la matière car il n'est pas possible pour un entrepreneur de réaliser des prestations non prévues et arrêtées conformément aux textes |                                       |
| 21 | Les difficultés d'exécution du fait de la sous-estimation des prix à la soumission ; | Saisine effective de la caution de soumission en cas de rétractation à la signature du contrat ;<br><br>Saisine de la caution de bonne exécution | Les difficultés se trouvent généralement à 2 niveaux : la signature du contrat ou à la livraison / exécution<br><br>Dans tous les cas il faut appliquer les sanctions prévues notamment la saisine des cautions    |                                       |
| 22 | Non-respect de la déontologie et de l'éthique  | Respect de la procédure de décompte conformément à   | Il y a toujours un agent technique qui valide les  |                                       |

| <b>N°</b> | <b>PROBLEME SOULEVE</b>  | <b>PROPOSITIONS</b>          | <b>SYNTHESE DES ECHANGES</b>   | <b>PROPOSITION<br/>RETENUE/RECOMMANDATION</b> |
|-----------|--|------------------------------|--|---|
|           | dans le cadre de l'élaboration des attachements liés aux décomptes ; | la réglementation en vigueur | attachements donc s'il y a fraude c'est toujours avec sa complicité. |   |

## V. CONCLUSION

Les travaux de l'atelier sur la commande publique comme levier stratégique de développement économique et social : « rôle du secteur public » se sont déroulés dans une très bonne ambiance et la participation active des différents acteurs. Ces travaux se sont basés sur le canevas proposé par le secrétariat des JCP qui a été adapté à la démarche initiale adoptée par l'atelier. Au cours des échanges plusieurs préoccupations ont été débattues, certaines résolues entre les participants et d'autres retenues comme difficultés à exposer à la plénière. Ces difficultés ayant fait l'objet d'analyse à travers le tableau précédent ont abouti à la formulation des recommandations dont les plus importantes sont les suivantes :

- L'affectation de personnels techniques au sein des DMP ;
- L'organisation de sessions de renforcement des capacités des acteurs dans la définition des besoins et la nomenclature budgétaire ;
- L'amélioration de la collaboration entre les acteurs de la commande publique ;
- La création d'un emploi des agents spécialistes de la commande publique ;
- L'application effective des sanctions prévues dans les textes réglementaires aux acteurs de la commande publique ;
- L'engagement de la responsabilité effective des bureaux de contrôle en cas de défaillance dans les ouvrages ;
- La mise en place d'un mécanisme de suivi des conventions MOD par les maîtres d'ouvrages ;
- L'application de l'exclusion mutuelle appliquée par les PTF aux entreprises défaillantes sur financements du Budget de l'Etat ;

Fait à Bobo-Dioulasso, le 14 juillet 2018

| <u>Les Rapporteurs</u>           |                             | <u>Le Président</u>                   |
|----------------------------------|-----------------------------|---------------------------------------|
| <b><u>Irène BAYANE/ZONGO</u></b> | <b><u>Moussa GUEBRE</u></b> | <b><u>François-Xavier BAMBARA</u></b> |

## **RAPPORT DE L'ATELIER 2 « ROLE DU SECTEUR PRIVE»**

## **SOMMAIRE 2**

|      |                                     |    |
|------|-------------------------------------|----|
| I.   | Contexte .....                      | 20 |
| II.  | Rappel du mandat de l'atelier ..... | 21 |
| III. | Synthèse des discussions .....      | 22 |
| IV.  | Recommandations.....                | 22 |
| V.   | Conclusion                          | 30 |

## **I. CONTEXTE**

Dans le cadre des Journées de la commande publique trois communications ont été faites et portent sur :

- *La commande publique comme levier stratégique de développement économique et social : rôle de secteur public.*
- *La commande publique comme levier stratégique de développement économique et social : rôle de secteur privé.*
- *La commande publique comme levier stratégique de développement économique et social : rôle de la société civile.*

Le secteur privé étant un acteur important de la commande publique, les JCP ont voulu lui offrir une tribune d'expression afin d'affirmer non seulement son rôle majeur dans le bon fonctionnement de la commande publique mais surtout pour souligner la place centrale qu'il occupe dans le PNDES. Cette raison justifie le choix du thème de l'atelier « *La commande publique comme levier stratégique de développement économique et social : rôle du secteur privé* » pour permettre aux acteurs du secteur privé d'échanger sur la meilleure manière de contribuer à renforcer l'efficacité du système de la commande publique.

L'atelier a regroupé les acteurs du secteur privé, l'administration publique et les maitrises d'ouvrages délégués (MOD). Il a été présidé par madame TIORO/GNOUMOU Sanhan issue du secteur privé (Global Pharmaceutical Solutions), et comme rapporteurs Monsieur KANSIE Wilfried de la Maison de l'Entreprise du Burkina Faso (MEBF) et de Monsieur PODA Ollo de la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso (CCI-BF).

## **II. RAPPEL DU MANDAT DE L'ATELIER**

L'objectif général des travaux de cet atelier est de faire des propositions afin d'améliorer la contribution du secteur privé dans le développement économique et social à travers le canal de la commande publique.

Il s'agit plus spécifiquement pour les participants à cet atelier de :

- faire une analyse critique des recommandations et des propositions du communicateur ;
- identifier les liens conceptuels et empiriques secteur privé et efficacité de la commande publique ;
- identifier les obstacles à une pleine participation du secteur privé au renforcement de l'efficacité du système de la commande publique ;

- proposer des recommandations pouvant être traduites en un plan d'actions à l'effet de renforcer le rôle du secteur privé dans la commande publique comme levier stratégique de développement économique et social.

### **III. SYNTHÈSE DES DISCUSSIONS**

Le point de discussion ci-dessous n'a pas fait l'objet de consensus, il sera tranché en plénière :

- La proposition visant à l'introduction de nouvelles mesures en matière d'assurances des travaux de construction.

### **IV. RECOMMANDATIONS**

Au vu de l'évolution et des aménagements suscités par l'ARCOP au cours de ses dix années d'existence, les acteurs du secteur privé tiennent à lui présenter leurs vives félicitations et encouragements. Toutefois, considérant :

- les retards d'exécution et de livraison liés à la non application des plans de charges ;
- le montage des dossiers d'appels d'offre (DAO) qui ne favorisent pas le libre accès à la commande publique ;

Les acteurs du secteur privé, participants aux 1<sup>ères</sup> éditions des Journées de la Commande Publique (JCP), recommandent :

1. Le strict respect de la réglementation en matière de la commande publique ;
2. La rationalisation des dossiers d'appels d'offre (DAO) en rendant les spécifications techniques non excessives et conformes au niveau de complexité du marché ;
3. Le respect des délais précontractuels et contractuels durant toute la procédure, depuis la mise à concurrence jusqu'à parfait paiement ;
4. L'application des préférences locales et nationales d'au moins 30% de la commande publique à planifier dans les PPM.

Les autres recommandations sous forme de tableau.

| N° | PROBLEME SOULEVE   | PROPOSITIONS  | SYNTHESE DES ECHANGES   | PROPOSITION<br>RETENUE/RECOMMANDATION   |
|----|--|---|---|---|
| 1  | Falsification de pièces constituant les dossiers de soumission | Lier les exigences du marché en fonction de la complexité des travaux à exécuter, pour éviter le faux   |   | Lier les exigences du marché en fonction de la complexité des travaux à exécuter, pour éviter le faux |
| 2  | Méthode d'évaluation des offres ;                              | <p>Veiller à ce que les évaluations soient justes et réalistes</p> <p>La formule des prix anormalement bas est à revoir en inversant les coefficients de calculs ;</p> <p>Alléger la procédure pour le choix des consultants et exclure la mention conférant aux dernières années d'activités ;</p> <p>Revoir les modalités de choix des consultants.</p> | Mise en place d'une structure de certification des prix de référence. | Etablir les prix de référence   |

| <b>N°</b> | <b>PROBLEME SOULEVE</b>   | <b>PROPOSITIONS</b>   | <b>SYNTHESE DES ECHANGES</b>   | <b>PROPOSITION<br/>RETENUE/RECOMMANDATION</b>   |
|-----------|---|---|--|---|
| 3         | La notion d'exigence des pièces administratives   | <p>Les pièces administratives ne doivent pas être une condition car elles relèvent de l'Etat qui les délivrent, elles ne doivent pas constituer des conditions d'élimination ;</p> <p>Veiller au respect des textes en la matière pour ce qui est des dossiers de soumission.</p> | Veiller au respect des textes en la matière pour ce qui est des dossiers de soumission, les pièces administratives n'étant pas obligatoires dans le dossier de soumission. | Veiller au respect des textes en la matière pour ce qui est des dossiers de soumission. |
| 4         | La non prise en comptes des spécifications dans l'élaboration des dossiers d'appel d'offre. | La spécificité des professions doit être intégrée dans la commande publique   | Prendre en compte les spécificités des professions dans les DAO  | La spécificité des professions doit être intégrée dans la commande publique             |
| 5         | Non-respect des plans de charges.   | <p>Faire appliquer les règles relatives au plan de charges ;</p> <p>Demander la situation certifiée des marchés en cours d'exécution.</p>   | Veiller au respect des plans de charges en demandant aux entreprises de fournir des informations fiables.  | Respect des textes  |

| <b>N°</b> | <b>PROBLEME SOULEVE</b>  | <b>PROPOSITIONS</b>  | <b>SYNTHESE DES ECHANGES</b>  | <b>PROPOSITION<br/>RETENUE/RECOMMANDATION</b>   |
|-----------|--|--|---|---|
| 6         | Création d'une association professionnelle des acteurs des marchés publics.    | Proposition à supprimer  | La proposition n'est pas pertinente car sa mise en œuvre va être difficile à mettre en œuvre.   |   |
| 7         | Adhésion à un centre de gestion agréé (CGA)                                    | Proposition à reformuler   | La proposition est à reformuler car il existe des conditions spécifiques d'adhésion au CGA, aussi il est essentiel que les PME qui ne disposent pas de mécanismes essentiels de gestion puissent recourir à l'appui des bureaux d'études qui offrent les mêmes prestations. | Adhésion à un centre de gestion agréé (CGA) ou souscription à l'assistance d'un bureau d'études |
| 8         | Non-prise en compte des spécificités techniques liées aux agréments techniques | Prendre en compte la question de l'agrément technique dans les DAO | Prendre en compte la question de l'agrément technique dans les DAO  | Prendre en compte la question de l'agrément technique dans les DAO                              |

| <b>N°</b> | <b>PROBLEME SOULEVE</b>                      | <b>PROPOSITIONS</b>   | <b>SYNTHESE DES ECHANGES</b> | <b>PROPOSITION<br/>RETENUE/RECOMMANDATION</b>  |
|-----------|--|---|------------------------------|--|
|           | dans l'établissement des DAO                 | Création d'un agrément unique dans le BTP   |                              |  |
| 9         | Mauvaises pratiques dans les Marchés Publics | Promouvoir la morale et l'éthique dans les marchés publics<br><br>Auto-saisine de l'ARCOP   |                              | Promouvoir la morale et l'éthique dans les marchés publics   |
| 10        | Délivrance des agréments technique           | Veiller au respect strict de la délivrance des agréments techniques ou à leurs annulations<br><br>Relire ou réaménagement du dispositif de délivrance des agréments                       |                              | Respect strict des textes en la matière et réviser les textes pour les adapter au contexte actuel.   |
| 11        | Nonaccès des PME aux Marchés Publics         | Introduction d'un système d'allotissement des marchés publics notamment dans les BTP pour faciliter l'accès aux PME<br><br>Approfondir la réflexion sur la réservation d'une partie de la |                              | Introduction d'un système d'allotissement des marchés publics notamment dans les BTP pour faciliter l'accès aux PME (dispositif pris en compte dans la charte des PME) |

| <b>N°</b> | <b>PROBLEME SOULEVE</b>                                 | <b>PROPOSITIONS</b>  | <b>SYNTHESE DES ECHANGES</b> | <b>PROPOSITION<br/>RETENUE/RECOMMANDATION</b>  |
|-----------|---|--|------------------------------|--|
|           |   | commande publique aux PME et à certains acteurs spécifiques  |                              |  |
| 12        | Nonaccès des Entreprises nationales au PPP              | <p>Encourager les regroupements des Entreprises en vue de l'accès au PPP</p> <p>Promouvoir la Co-traitance avec une entreprise locale lorsque le marché est attribué à une entreprise étrangère</p> <p>Promouvoir la Sous-traitance dans les marchés publics</p> <p>Dénoncer tout DAO qui interdit les regroupements</p> <p>Exiger au moins que 25% des marchés PPP soient accordés aux Entreprises Nationales</p> |                              | <p>Encourager les regroupements des Entreprises en vue de l'accès au PPP</p> <p>Promouvoir la Co-traitance avec une entreprise locale lorsque le marché est attribué à une entreprise étrangère</p> <p>Promouvoir la Sous-traitance dans les marchés publics</p> |
| 13        | Inexistence de norme du taux d'honoraire relatif au MOD | Encadrer par une loi réglementaire les honoraires des taux pour les MOD  |                              | Respecter le taux indicatif des honoraires qui est d'au moins 5%   |

| <b>N°</b> | <b>PROBLEME SOULEVE</b>  | <b>PROPOSITIONS</b>  | <b>SYNTHESE DES ECHANGES</b>                      | <b>PROPOSITION<br/>RETENUE/RECOMMANDATION</b>                                    |
|-----------|--|--|---|--|
| 14        | Retard dans les paiements de la Commande Publique                              | Accélérer la procédure de paiement<br>Rendre automatique les intérêts moratoires |   | Accélérer la procédure de paiement<br>Rendre automatique les intérêts moratoires |
| 15        | Non-pertinence de la recommandation sur l'instauration d'un espace de dialogue | Proposition à supprimer,   | Il existe déjà des cadres de concertation dédiés. | Proposition supprimé   |
| 16        | Nonaccès des entreprises locales aux Marchés Publics                           | Réservation d'un pourcentage de préférence aux entreprises locales               |   | Réservation d'un pourcentage de préférence aux entreprises locales               |
| 17        | Longue formulation des propositions à l'endroit du secteur public              | Proposition à reprendre en occultant les phrases explicatives                    |   | Proposition à reprendre en occultant les phrases explicatives                    |
| 18        | Proposition n°5 trop généraliste et simpliste à l'endroit du secteur public    | Proposition à supprimer  |   | Proposition à supprimer  |

| <b>N°</b> | <b>PROBLEME SOULEVE</b>                                    | <b>PROPOSITIONS</b>   | <b>SYNTHESE DES ECHANGES</b> | <b>PROPOSITION<br/>RETENUE/RECOMMANDATION</b>   |
|-----------|--|---|------------------------------|---|
| 19        | Proposition n°10 a reformulé à l'endroit du secteur public | Appliquer avec rigueur et détermination les sanctions prévues par les réglementations aux coupables ... |                              | Appliquer avec rigueur et détermination les sanctions prévues par les réglementations aux coupables ... |
| 20        | Proposition n°11 a reformulé à l'endroit du secteur public | Prendre en compte dans la passation des marchés le volet économique et social                           |                              | Prendre en compte dans la passation des marchés le volet économique et social                           |
| 21        | Difficulté d'accès des MOD aux marchés publics             | Inciter la commande publique à réserver une part des commandes aux MOD                                  |                              | Inciter la commande publique à réserver une part des commandes aux MOD                                  |

## V. CONCLUSION

Les journées de la commande publique qui ont été instaurées dans l'optique d'offrir un cadre de réflexions et de stimulation des acteurs en vue d'améliorer le système national de la commande publique et de contribuer à l'atteinte des résultats du PNDES sont des activités à promouvoir et à pérenniser.

En effet, les JCP, sont un cadre idéal tendant à promouvoir et inciter les bonnes pratiques en matière de commande publique et à recueillir les sollicitations et suggestions des différents acteurs.

Fait à Bobo-Dioulasso, le 14 juillet 2018

|                        |                  |                            |
|------------------------|------------------|----------------------------|
| <u>Les Rapporteurs</u> |                  | <u>La Présidente</u>       |
| <u>Wilfried KANSIE</u> | <u>Ollo PODA</u> | <u>TIORO/GNOUMOU Sahan</u> |

**RAPPORT DE L'ATELIER 3 « ROLE DE LA SOCIETE  
CIVILE»**

## **SOMMAIRE 3**

|      |                                     |    |
|------|-------------------------------------|----|
| I.   | Contexte .....                      | 32 |
| II.  | Rappel du mandat de l'atelier ..... | 33 |
| III. | Synthèse des discussions .....      | 34 |
| IV.  | Recommandations .....               | 36 |
| V.   | Conclusion .....                    | 42 |

## **I. CONTEXTE**

Dans le cadre du déroulement des premières journées de la commande publique, des ateliers de groupes ont été organisés en fonction des composantes dont la société civile.

Les participants-tes à cet atelier étaient :

- Des réseaux thématiques en lien avec la commande publique ;
- Des OSC spécifiques de commerçants et de jeunes intervenants dans le domaine des marchés publics ;
- Les faitières d'organisations de la société civile ;
- Des personnes ressources issues du secteur public, privé ;
- Des médias.

Pour faciliter le déroulement de l'atelier, un président de séance et trois rapporteurs ont été désignés. Il s'agit de :

- Président : Dr. Claude WETTA, Secrétaire exécutif du REN/LAC
- Rapporteurs : M. Babou ZIO du CNOSC/BF, Mme Agnès KABORE du CGD et M. Basidou KINDA, journaliste à L'Evénement.

## **II. RAPPEL DU MANDAT DE L'ATELIER**

L'atelier avait pour mandant de :

- Rappeler les TDR (commentaires pour une meilleure compréhension de tous) ;
- Passer en revue les recommandations, les propositions du consultant afin de les valider, de les reformuler ou de rejeter celles qui ne sont pas pertinentes ;
- Proposer des actions et mesures autres que celles du consultant susceptibles de renforcer le rôle du secteur public/secteur privé/société civile (immédiatement applicables ou nécessitant la relecture du dispositif) ;
- Proposer des recommandations ;
- Proposer de recommandations et les faire valider par l'atelier ;
- Faire la synthèse des discussions.

### III. SYNTHÈSE DES DISCUSSIONS

Une méthodologie a été adoptée par les participants. Il s'est agi de faire une lecture commentée des propositions, recommandations, des actions à mettre en œuvre et de les valider. Après cet exposé fait par le consultant, les participants se sont exprimés sur les propositions faites par ce dernier.

Toutes les propositions du consultant ont été retenues avec des reformulations sur certaines.

Les propositions reformulées sont :

- Au lieu de : instaurer un cadre de concertation sur la gouvernance de la commande publique au Burkina Faso, les participants ont retenu: *Organiser un forum citoyen sur la commande publique*
- Au lieu de : procéder à des appels à proposition, il est retenu : *Procéder à des appels à proposition au profit des OSC afin de les spécialiser dans des domaines de la commande publique.*
- Au lieu de : mettre en place un bassin des formateurs des OSC à l'image de celui sur la commande publique en matière de gouvernance de la commande publique, on a retenu : *Elargir le bassin des formateurs actuels de l'ARCOP pour prendre en compte les préoccupations des OSC.*
- Au lieu de : *Elaborer un plan stratégique de renforcement des capacités des OSC en matière de commande publique* », il est retenu : *Elaborer un plan opérationnel de renforcement des capacités des OSC en matière de commande publique.*

En plus des propositions du consultant, d'autres ont été faites par les participants de l'atelier. Il s'agit :

Au titre des propositions :

Le point sur l'implication de la société civile dans les commissions d'attribution des marchés publics qui a été longuement débattu. L'on retient que la société civile peut effectivement être impliquée mais cela doit suivre un processus. Il s'agit d'impliquer les membres à titre d'observateur dans la passation de certains marchés telle que la construction d'écoles, de formations sanitaires et des routes.

## Au titre des recommandations

A l'endroit surtout de l'administration

- La nécessité d'évaluer les maîtrises d'ouvrages délégués avant le renouvellement de leur agrément.
- L'auto-saisine de l'ARCOP pour situer les responsabilités sur la mauvaise exécution des marchés publics.
- Appuyer la construction d'un dispositif de suivi et de participation citoyens dans la réalisation des infrastructures.

## Au titre des actions à mettre immédiatement en œuvre

- Publication des résultats de tous les marchés passés par les procédures exceptionnelles

### **1. Diligenter des enquêtes pour situer les responsabilités sur la mauvaise exécution des marchés publics ces deux dernières années**

Les participants ont longuement échangé sur l'expérience de la société civile dans le suivi et le contrôle citoyen des actions publiques. Il ressort que des initiatives existent au sein des structures comme le REN/LAC, le CIFOEB, le CGD et bien d'autres. Il appartient donc à la société civile de les capitaliser afin de diffuser les bonnes pratiques qui pourraient servir dans le cadre du suivi et le contrôle citoyen dans la gestion de la commande publique.

A titre d'exemple, il y a les CCSB du CIFOEB qui permettent aux citoyens de participer au suivi de l'exécution du budget des collectivités. Avec le REN/LAC, il y a le suivi et le contrôle citoyen dans la réalisation des grands chantiers du ministère des infrastructures.

#### **IV. RECOMMANDATIONS**

- **Recommandation N°1 : Renforcement de la transparence dans la commande publique**

La 1<sup>re</sup> édition des journées de la commande publique tenues à Bobo-Dioulasso du 12 au 14 juillet 2018 portant sur le thème : « Commande publique, un levier stratégique dans l'atteinte des résultats du PNDES »,

Considérant que la Commande publique est un pilier stratégique pour le développement ;

Considérant que les informations relatives à certains marchés ne sont pas publiées ;

Considérant que seule la publication des données peut garantir la transparence de la commande publique ;

Considérant qu'au cours de ces deux dernières années, plusieurs infrastructures se sont écroulées dès les premières intempéries ;

Nous, participants à ces 1<sup>res</sup> journées ;

#### **RECOMMANDONS :**

1. L'auto-saisine de l'ARCOP pour situer les responsabilités sur la mauvaise exécution des marchés publics ;
2. L'évaluation de la maîtrise d'ouvrages délégués avant le renouvellement des agréments avec l'implication des organisations de la société civile;
3. La conception et la diffusion des spots publicitaires sur la gouvernance de la commande publique ;
4. La publication des résultats de tous les marchés passés par les procédures exceptionnelles.

Fait à Bobo-Dioulasso, le 14 juillet 2018

L'atelier

- **Recommandation N°2 : renforcement des capacités de la société civile pour le suivi-contrôle citoyen de la commande publique**

La 1<sup>re</sup> édition des journées de la commande publique tenues à Bobo-Dioulasso du 12 au 14 juillet 2018 sur le thème : « Commande publique, un levier stratégique dans l'atteinte des résultats du PNDES »,

Considérant que la société civile constitue un maillon essentiel de la bonne gouvernance,

Considérant que les OSC constituent un partenaire essentiel de l'ARCOP,

Considérant l'insuffisance des ressources financières de l'ARCOP pour assurer ses missions,

Vu les insuffisances des personnes ressources en matière de commande publique au sein des OSC,

Nous, participants à cette 1<sup>re</sup> édition des Journées de la commande publique,

**RECOMMANDONS :**

- 1- La représentation des OSC dans les commissions d'attributions des marchés à titre d'observateur,
- 2- Le renforcement du dispositif de suivi-contrôle citoyen de la commande publique,
- 3- L'opérationnalisation de la redevance au profit de l'ARCOP,
- 4- Elargir le bassin des formateurs de l'ARCOP pour prendre en compte les préoccupations des OSC,
- 5- L'organisation d'un forum citoyen périodique sur la commande publique,
- 6- L'élaboration d'un plan opérationnel de renforcement des capacités des OSC en matière de commande publique.

Fait à Bobo-Dioulasso, le 14 juillet 2018

L'atelier

**Les autres recommandations sous forme de tableau.**

| <b>N°</b> | <b>PROBLEME SOULEVE</b>   | <b>PROPOSITIONS</b>  | <b>SYNTHESE DES ECHANGES</b>  | <b>PROPOSITION/RECOMMANDATION<br/>RETENUE</b>  |
|-----------|---|--|---|--|
| 1         | Des marchés publics mal exécutés (décoiffement des toits d'école, effondrement de certains bâtiments, etc.)     | L'auto-saisine de l'ARCOP pour situer les responsabilités sur la mauvaise exécution des marchés publics. | Les participants ont trouvé pertinente la proposition et estimer qu'il est important que des enquêtes soient diligentées par l'ARCOP. | L'auto-saisine de l'ARCOP pour situer les responsabilités sur la mauvaise exécution des marchés publics. |
| 2         | La non application du décret sur la redevance au profit de l'ARCOP  | Rendre opérationnelle la redevance au profit de l'ARCOP  | Il est non seulement nécessaire de rendre ce décret opérationnel mais aussi que l'argent perçu doit directement reversé à l'ARCOP     | Rendre opérationnelle la redevance au profit de l'ARCOP  |
| 3         | La mauvaise gestion des ressources financières de la part des MOD et la mauvaise exécution des travaux délégués | La nécessité d'évaluer les maîtrises d'ouvrages délégués avant le renouvellement de leur agrément.       | Du fait de la perte énorme de ressources, les participants ont trouvé nécessaire d'évaluer les MOD avant de reconduire les agréments. | La nécessité d'évaluer les maîtrises d'ouvrages délégués avant le renouvellement de leur agrément.       |

| <b>N°</b> | <b>PROBLEME SOULEVE</b>   | <b>PROPOSITIONS</b>  | <b>SYNTHESE DES ECHANGES</b>   | <b>PROPOSITION/RECOMMANDATION RETENUE</b>  |
|-----------|---|--|--|--|
| 4         | Insuffisance d'information des populations sur la commande publique   | La conception et la diffusion des spots publicitaires sur la gouvernance de la commande publique                         | Les participants ont trouvé la pertinence de sensibiliser une grande partie des populations à travers les spots publicitaires  | La conception et la diffusion des spots publicitaires sur la gouvernance de la commande publique                         |
| 5         | Absence d'OSC spécialisées sur la commande publique   | Procéder à des appels à proposition au profit des OSC afin de les spécialiser dans des domaines de la commande publique. | L'idée est d'accompagner certaines OSC à travers des appels à projets qui les permettront de renforcer les connaissances sur la question de la commande publique           | Procéder à des appels à proposition au profit des OSC afin de les spécialiser dans des domaines de la commande publique. |
| 6         | La mauvaise gestion des ressources financières de la part des MOD et la mauvaise exécution des travaux délégués | Permettre aux OSC d'être représentées dans les commissions d'évaluation  | Les participants ont trouvé qu'il est important d'impliquer les OSC dans les commissions d'évaluation afin d'obtenir une objectivité dans le renouvellement des agréments. | Permettre aux OSC d'être représentées dans les commissions d'évaluation  |

| <b>N°</b> | <b>PROBLEME SOULEVE</b>   | <b>PROPOSITIONS</b>  | <b>SYNTHESE DES ECHANGES</b>  | <b>PROPOSITION/RECOMMANDATION RETENUE</b>  |
|-----------|---|--|---|--|
| 7         | La faible contribution des OSC dans le suivi et le contrôle dans la réalisation des infrastructures | Construire un dispositif de suivi et de participation citoyens dans la réalisation des infrastructures | Il est impératif que la société civile s'implique davantage dans le suivi de la réalisation des infrastructures   | Construire un dispositif de suivi et de participation citoyens dans la réalisation des infrastructures |
| 8         | L'insuffisance de personnes de ressources en matière de commande publique au sein des OSC           | Elargir le bassin des formateurs actuels de l'ARCOP pour prendre en compte les préoccupations des OSC  | Cette démarche va favoriser l'implication efficace des OSC dans la gouvernance de la commande publique  | Elargir le bassin des formateurs actuels de l'ARCOP pour prendre en compte les préoccupations des OSC  |
| 9         | Absence de cadre d'échanges sur la commande publique OSC/administration                             | Organiser un forum citoyen sur la commande publique  | Les participants ont trouvé l'idée pertinente en ce sens qu'elle servira de cadre pour les OSC d'exprimer leurs besoins en matière de commande publique à l'autorité administrative (ARCOP) | Organiser un forum citoyen sur la commande publique  |

| <b>N°</b> | <b>PROBLEME SOULEVE</b>                                      | <b>PROPOSITIONS</b>   | <b>SYNTHESE DES ECHANGES</b>  | <b>PROPOSITION/RECOMMANDATION<br/>RETENUE</b>   |
|-----------|--|---|---|---|
| 10        | Les OSC ne maitrisent pas le domaine de la commande publique | Elaborer un plan opérationnel de renforcement des capacités des OSC en matière de commande publique | Les participants trouvent que pour mieux appréhender les besoins des OSC en matière de commande publique, l'élaboration d'un plan stratégique s'impose. | Elaborer un plan opérationnel de renforcement des capacités des OSC en matière de commande publique |

## V. CONCLUSION

Les débats au cours de l'atelier ont été démocratiques. Les échanges ont permis de retenir des propositions/recommandations devant favoriser l'accompagnement de l'ARCOP par la société civile dans la gouvernance de la commande publique. De ce fait, les participants espèrent bien que l'Assemblée retienne les recommandations formulées au cours de la plénière.

Fait à Bobo-Dioulasso, le 14 juillet 2018

|                        |                     |                         |
|------------------------|---------------------|-------------------------|
| <u>Les Rapporteurs</u> |                     | <u>Le Président</u>     |
| <u>Babou ZIO</u>       | <u>Agnès KABORE</u> | <u>Dr. Claude WETTA</u> |

## **ANNEXES**

## **ANNEXE 1 : TERMES DE REFERENCE DES ATELIERS**

## **TERMES DE REFERENCE DE L'ATELIER 1 : « SECTEUR PUBLIC »**

### **I. Contexte et justification**

La commande publique est l'un des principaux instruments de mise en œuvre des politiques publiques. Après l'insurrection de 2014 dont l'une des causes pourrait être recherchée dans l'exécution non satisfaisante des politiques de développement, les nouvelles autorités issues des élections de 2015 ont estimé qu'il était temps d'ajuster le cadre réglementaire de la commande publique pour permettre une exécution satisfaisante des politiques publiques de développement matérialisées par le plan national de développement économique et social (PNDES) qui est le programme du président pour booster le développement au Burkina Faso.

C'est alors qu'en juillet 2016, la loi n°020-2016/AN du 22 juillet 2016 portant allègement des conditions d'exécution des projets, programmes et activités de développement fut adoptée mais celle-ci n'avait qu'une durée d'application de 6 mois. En outre, cette loi n'était pas applicable à toutes les autorités contractantes.

Dans la recherche des solutions plus générales, la loi n°039-2016/AN du 2 décembre 2016 portant réglementation générale de la commande publique est adoptée en décembre 2016, capitalisant les innovations de la loi n°020-2016/AN du 22 juillet 2016, ainsi que trois décrets d'application que sont :

- le décret n°2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 1<sup>er</sup> février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- le décret n°2017-0050/PRES/PM/MINEFID du 1<sup>er</sup> février 2017 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation de la commande publique ;
- décret n°2017-0051/PRES/PM/MINEFID du 1<sup>er</sup> février 2017 portant réglementation générale de la maîtrise d'ouvrage publique déléguée.

Ces réformes visent l'allègement des procédures jugées trop lourdes, la réduction des délais de passation des marchés, la promotion des petites et moyennes entreprises et le renforcement de la bonne gouvernance dans le secteur de la commande publique.

Dans l'optique d'une bonne exécution de la dépense publique et dans la logique du budget-programme, notamment des budgets d'investissement des entités publiques, en vue d'atteindre les résultats du PNDES, le nouveau cadre législatif et réglementaire se doit d'être accompagné par des acteurs publics animés d'une vision. Cette nouvelle vision devra privilégier la recherche de l'efficacité et de

l'intégrité du processus de passation, d'exécution et de règlement de la commande publique.

La communication du consultant sur « *la commande publique comme levier stratégique de développement économique et social : rôle du secteur public* » jette les bases d'une réflexion approfondies sur ses constats propositions, recommandations et cela pour faciliter leur mise en œuvre ; tout comme des propositions complémentaires peuvent être formulées.

Cet atelier devra se pencher sur la communication du consultant pour identifier les propositions et recommandations pertinentes, réalistes et réalisables (tout comme il peut formuler des propositions et recommandations non prises en compte dans la communication) pour une meilleure articulation entre commande publique et développement au Burkina Faso.

## **II. Objectifs**

L'objectif général de l'atelier est de situer le rôle du secteur public dans la commande publique en tant que levier de développement.

Spécifiquement, il s'agit de :

- établir le lien conceptuel entre la commande publique et le développement ;
- établir la relation entre la bonne gouvernance de la commande publique et le développement ;
- analyser la contribution du secteur public à l'efficacité de la commande publique dans un contexte de gestion axée sur les résultats ;
- faire des propositions pour renforcer le rôle clef du secteur public dans l'atteinte des résultats du PNDES et ce, dans le cadre de la commande publique.

### III. Résultats attendus

Les résultats attendus sont :

- les participants ont identifié des liens entre commande publique et développement ;
- les participants ont formulé des propositions et recommandations tendant à améliorer la bonne gouvernance de la commande publique qui va impacter le développement ;
- les participants ont formulé des propositions et recommandations sur le rôle du secteur public qui va entraîner une meilleure efficacité de la commande publique sur le développement ;
- des propositions concrètes, réalistes et réalisables sont faites pour renforcer le rôle clef du secteur public dans l'atteinte des résultats du PNDES.

### IV. Organisation des travaux de l'atelier

Les travaux de l'atelier sont dirigés par un présidium composé d'un président et de deux rapporteurs (un DAF et un DMP de ministères). Le Président coordonne les travaux de l'atelier et assure la police des débats.

Le rapport de l'atelier rédigé par les deux rapporteurs est soumis et adopté par les participants à l'atelier avant d'être présenté à la plénière pour débat.

### V- Déroulement de l'atelier

Les travaux de l'atelier débuteront le 13 juillet 2018 et se dérouleront conformément au chronogramme suivant :

| Date                     | Heure             | Activité   |
|--------------------------|-------------------|--|
| Vendredi 13 juillet 2018 | 15 h 00 – 18 h 00 | Travaux en ateliers  |
| Samedi 14 juillet 2018   | 08 h 00 – 11 h 00 | Suite travaux en ateliers et adoption des rapports en ateliers |
|                          | 11 h 00 – 11 h 30 | Pause-café   |
|                          | 11 h 30 – 13 h 45 | Restitution des travaux en plénière et adoption des rapports   |
|                          | 13 h 45 – 15 h 00 | Suspension-déjeuner  |

Le rapport de l'atelier après adoption est transmis à la commission thème et secrétariat pour l'élaboration du rapport général.

## **TERMES DE REFERENCE DE L'ATELIER 2 : « SECTEUR PRIVE »**

### **I. Contexte**

Du fait de ses enjeux politiques, économiques et sociales, la commande publique est au cœur des politiques publiques. La place stratégique de la commande publique se justifie amplement par son poids dans les finances publiques, puisqu'elle représente plus de 50% des dépenses publiques et près de 30% du produit intérieur brut (PIB).

Conscient de son potentiel, les autorités gouvernementales ont fait de la commande publique un outil central de mise en œuvre du Plan national de développement économique et social (PNDES). L'ARCOP étant la structure administrative dont l'une des missions est la définition des politiques en matière de marchés publics et de délégations de service public œuvre à accompagner le gouvernement dans la mise en œuvre du PNDES. L'organisation des Journées de la commande publique (JCP) participe de cette philosophie et vise à offrir un cadre de réflexion et de stimulation des acteurs en vue d'améliorer le système national de la commande publique et contribuer à l'atteinte des résultats du PNDES.

Le secteur privé étant un acteur important de la commande publique, les JCP ont voulu lui offrir une tribune d'expression afin d'affirmer non seulement son rôle majeur dans le bon fonctionnement de la commande publique mais surtout pour souligner la place centrale qu'il occupe dans le PNDES. Cette raison justifie le choix du thème « *La commande publique comme levier stratégique de développement économique et social : rôle du secteur privé* » pour permettre aux acteurs du secteur privé d'échanger sur la meilleure manière de contribuer à renforcer l'efficacité du système de la commande publique.

### **II. Objectifs**

L'objectif général des travaux de cet atelier est de faire des propositions afin d'améliorer la contribution du secteur privé dans le développement économique et social à travers le canal de la commande publique.

Il s'agit plus spécifiquement pour les participants à cet atelier de :

- faire une analyse critique des recommandations et des propositions du communicateur ;
- identifier les liens conceptuels et empiriques secteur privé et efficacité de la commande publique ;
- identifier les obstacles à une pleine participation du secteur privé au renforcement de l'efficacité du système de la commande publique ;

- proposer des recommandations pouvant être traduites en un plan d’actions à l’effet de renforcer le rôle du secteur privé dans la commande publique comme levier stratégique de développement économique et social.

### **III. Résultats**

Les résultats attendus de cet atelier de réflexion sont :

- une analyse critique des recommandations et propositions du communicateur est faite ;
- les liens conceptuels et empiriques entre secteur privé et efficacité de la commande publique sont identifiés ;
- les obstacles à la pleine contribution du secteur privé au renforcement de l’efficacité du système de la commande publique sont identifiés et analysés ;
- des recommandations sont faites sous forme de plan d’actions pour renforcer le rôle du secteur privé dans la commande publique.

### **IV. Organisation des travaux de l’atelier**

Les travaux de l’atelier sont dirigés par un présidium composé d’un président et de deux rapporteurs (un DAF et un DMP de ministères). Le Président coordonne les travaux de l’atelier et assure la police des débats.

Le rapport de l’atelier rédigé par les deux rapporteurs est soumis et adopté par les participants à l’atelier avant d’être présenté à la plénière pour débat.

### **V. Déroulement des travaux de l’atelier**

Les travaux de l’atelier débuteront le 13 juillet 2018 et se dérouleront conformément au chronogramme suivant :

| <b>Date</b>              | <b>Heure</b>      | <b>Activité</b>  |
|--------------------------|-------------------|--|
| Vendredi 13 juillet 2018 | 15 h 00 – 18 h 00 | Travaux en ateliers  |
| Samedi 14 juillet 2018   | 08 h 00 – 11 h 00 | Suite travaux en ateliers et adoption des rapports en ateliers |
|                          | 11 h 00 – 11 h 30 | Pause-café   |
|                          | 11 h 30 – 13 h 45 | Restitution des travaux en plénière et adoption des rapports   |
|                          | 13 h 45 – 15 h 00 | Suspension-déjeuner  |

Le rapport de l’atelier après adoption est transmis à la commission thème et secrétariat pour l’élaboration du rapport général.

## **TERMES DE REFERENCE DE L'ATELIER 3 : « SOCIETE CIVILE »**

### **I- Contexte et justification**

Le Gouvernement a adopté en Conseil de ministres en sa séance du 20 juillet 2016, le Plan national de développement économique et social (PNDES) qui est le cadre de référence en matière de développement du Burkina Faso pour la période 2016-2020.

La commande publique étant l'un des principaux instruments de mise en œuvre des politiques, il est entrepris une réforme de la réglementation de la commande publique à travers l'adoption de la loi n° 039-2016/AN du 2 décembre 2016 portant réglementation générale de la commande publique et trois décrets d'application que sont :

- le décret n°2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 1<sup>er</sup> février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- le décret n°2017-0050/PRES/PM/MINEFID du 1<sup>er</sup> février 2017 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation de la commande publique ;
- décret n°2017-0051/PRES/PM/MINEFID du 1<sup>er</sup> février 2017 portant réglementation générale de la maîtrise d'ouvrage publique déléguée.

Ces réformes visent l'allègement des procédures, la réduction des délais de passation des marchés, la promotion des petites et moyennes entreprises et le renforcement de la bonne gouvernance dans le secteur de la commande publique.

Afin de permettre à la société civile de jouer pleinement son rôle de veille dans la chaîne de passation et d'exécution de la commande publique, il s'avère nécessaire de réfléchir sur sa contribution à l'atteinte des résultats du PNDES dans le cadre de la commande publique.

### **II- Objectifs**

L'objectif général de l'atelier est de mettre en exergue le rôle de la société civile dans la commande publique en tant que levier de développement.

Spécifiquement, il s'agit de

- faire des propositions concrètes à l'effet de renforcer le rôle de la société civile dans la commande publique comme levier stratégique de développement économique et social ;

- établir le lien pratique entre la commande publique et le développement économique et social ;
- identifier les difficultés que rencontre la société civile dans sa participation à une bonne gestion de la commande publique ;
- formuler des propositions d'actions et de mesures, autres que les propositions du communicateur, susceptibles de renforcer le rôle de la société civile dans la commande publique comme levier stratégique de développement économique et social ;
- mettre en exergue le contrôle citoyen de la société civile dans la gestion de la commande publique.

### **III- Résultats attendus**

Les résultats attendus sont :

- le lien pratique entre la commande publique et le développement économique et social est établi ;
- les difficultés rencontrées par la société civile dans sa participation à une bonne gestion de la commande publique sont identifiées ;
- des propositions sont formulées pour renforcer le rôle de la société civile dans la bonne gouvernance de la commande publique ;
- le contrôle citoyen de la société civile dans la gestion de la commande publique est mis en relief.

### **IV. Organisation des travaux de l'atelier**

Les travaux de l'atelier sont dirigés par un présidium composé d'un président et de deux rapporteurs (un DAF et un DMP de ministères). Le Président coordonne les travaux de l'atelier et assure la police des débats.

Le rapport de l'atelier rédigé par les deux rapporteurs est soumis et adopté par les participants à l'atelier avant d'être présenté à la plénière pour débat.

## V- Déroulement des travaux de l'atelier

Les travaux de l'atelier débuteront le 13 juillet 2018 et se dérouleront conformément au chronogramme suivant :

| <b>Date</b>              | <b>Heure</b>      | <b>Activité</b>  |
|--------------------------|-------------------|--|
| Vendredi 13 juillet 2018 | 15 h 00 – 18 h 00 | Travaux en ateliers  |
| Samedi 14 juillet 2018   | 08 h 00 – 11 h 00 | Suite travaux en ateliers et adoption des rapports en ateliers |
|                          | 11 h 00 – 11 h 30 | Pause-café   |
|                          | 11 h 30 – 13 h 45 | Restitution des travaux en plénière et adoption des rapports   |
|                          | 13 h 45 – 15 h 00 | Suspension-déjeuner  |

Le rapport de l'atelier après adoption est transmis à la commission thème et secrétariat pour l'élaboration du rapport général.

## **ANNEXE 2 : LISTE DE PRESENCE PAR ATELIER**

**AUTORITE DE REGULATION  
DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

-----  
**SECRETARIAT PERMANENT**

**BURKINA FASO**  
*Unité - Progrès - Justice*

**LISTE DE PRESENCE DES PARTICIPANTS PAR ATELIER AUX PREMIERES JOURNEES DE LA COMMANDE  
PUBLIQUE (JCP) DU 12 AU 14 JUILLET 2018 A BOBO-DIOULASSO**

**ATELIER 1 : SECTEUR PUBLIC**

| <b>N°</b> | <b>NOM</b> | <b>PRENOM</b> | <b>STRUCTURE</b> | <b>Tél.</b> | <b>E-MAIL</b>           |
|-----------|------------|---------------|------------------|-------------|-------------------------|
| 1         | TOE        | Sidiki Robert | MINEFID          | 70 22 49 88 | toeroberts.61@gmail.com |
| 2         | OUIYA      | Adama         | ACOMOD-B         | 70 24 67 50 | adamouiya@gmail.com     |
| 3         | TRAORE     | Daouda        | SOGEMAB          | 70 20 08 96 | tdaouda29@hotmail.com   |

*Bobo-Dioulasso, du 12 au 14 juillet 2018*

|    |           |               |                               |             |                           |
|----|-----------|---------------|-------------------------------|-------------|---------------------------|
| 4  | MILLOGO   | Evariste      | Bassin des Formateurs         | 78 55 74 74 | kassina2@yahoo.fr         |
| 5  | SOKOTO    | Ibrahim       | Membre ORD                    | 70 23 75 06 | soshinolu@gmail.com       |
| 6  | ZONGO     | W. Elie       | EI                            | 70 57 73 63 | zonely88@yahoo.fr         |
| 7  | SOUMNERE  | Noël          | SONABEL                       | 70 24 89 27 | noel.soumnere@sonabel.bf  |
| 8  | OUEDRAOGO | Mohomed       | CNSS                          | 70 74 55 95 | ouedraogomohomed@yahoo.fr |
| 9  | BATIONO   | Constant      | DRAAH-HBB                     | 72 22 60 60 | bationobi@yahoo.fr        |
| 10 | OUEDRAOGO | Kouka Jérémie | Gouvernorat Boucle du Mouhoun | 60 74 44 25 | koukajeremy@gmail.com     |
| 11 | OUATTARA  | Salif         | Gouvernorat Sud Ouest         | 60 74 45 01 | salifouattara646@yahoo.fr |
| 12 | TRAORE    | Boubakary     | Gouvernorat Cascades          | 60 74 44 4  | bouba_tra@yahoo.fr        |

|    |          |                |                                 |             |                           |
|----|----------|----------------|---------------------------------|-------------|---------------------------|
| 13 | ZONGO    | M. Béchir      | DAF/MSL                         | 70 40 41 04 | mohabechir15@gmail.com    |
| 14 | YAMEOGO  | Dimanche Kouka | DMP/MIABE                       | 70 29 44 22 | yammache280760@gmail.com  |
| 15 | DIOMANDE | Laciné         | Doctorant université<br>Ouaga 1 | 71 56 13 54 | diomandelacina72@yahoo.fr |
| 16 | DIALLO   | Aïssata        | Premier ministère               | 70 12 76 90 | aïssadiallo2002@yahoo.fr  |
| 17 | SAME     | Drissa         | DAF/MCAT                        | 72 65 72 41 | sadris78@yahoo.fr         |
| 18 | SANA     | J. Appolinaire | DAF/MEEVCC                      | 70 73 00 02 | sja598@yahoo.fr           |
| 19 | ILBOUDO  | Zakaria        | DMP/Santé                       | 70 22 02 28 | boudo_79@yahoo.fr         |
| 20 | DEMBELE  | Bruno          | CHUSS                           | 70 24 69 98 | dbruno2011@hotmail.com    |
| 21 | TAPSOBA  | Jules          | Premier ministère               | 70 23 68 19 | jatapsoba@yahoo.fr        |

|    |            |                          |                       |             |                           |
|----|------------|--------------------------|-----------------------|-------------|---------------------------|
| 22 | POODA      | Sansan Edgard<br>Silvère | MESRSI                | 78 85 87 46 | pooda_sansan@yahoo.fr     |
| 23 | BADO       | Pyma                     | PRM/CR-Centre Ouest   | 70 22 60 09 | badokarimpyma@yahoo.fr    |
| 24 | BARRY      | Mahamadoun               | CENTIF                | 70 13 90 55 | mahamadounbarry@gmail.com |
| 25 | OUEDRAOGO  | Aristide B. A            | Commune de Ouaga      | 70 23 92 00 | aristidebaoz@gmail.com    |
| 26 | SAKANDE    | A.Dramane                | ARCOP                 | 72 80 70 14 | dasdramane19ds@gmail.com  |
| 27 | BAGO       | Florent                  | MCRP                  | 77 44 47 17 | bagoflorent@hotmail.fr    |
| 28 | NANA       | Claudine                 | Bassin des Formateurs | 70 26 39 44 | nkclaudine@yahoo.fr       |
| 29 | KOTE       | Djénéba                  | DGC-CMEF              | 71 86 45 24 | kdjnba@yahoo.com          |
| 30 | BADO/DJIRE | Aminata                  | MMC                   | 70 25 86 81 | badoami@gmail.com         |

|    |           |            |                     |             |                          |
|----|-----------|------------|---------------------|-------------|--------------------------|
| 31 | KY        | Abraham    | DGC-CMEF            | 70 10 71 35 | abrahamky@yahoo.fr       |
| 32 | SOW       | Haoua      | DMP/MUH             | 78 03 53 96 | nawa_sow@yahoo.fr        |
| 33 | KABRE     | Stéphanie  | DG-COOP             | 70 30 99 03 | anickasteph@yahoo.fr     |
| 34 | BADO      | Geoffroy   | DMP/MDNAC           | 70 06 95 59 | geogffroybado69@yahoo.fr |
| 35 | TINGUERI  | Gabin      | AIT                 | 71 22 25 59 | gabintingueri@yahoo.fr   |
| 36 | BAMOGO    | Jérôme     | Assemblée Nationale | 70 03 77 89 | jebam200265@gmail.com    |
| 37 | OUEDRAOGO | Jean Marie | CIL                 | 78 70 48 48 | ouedjohnny1@gmail.com    |
| 38 | BELEM     | Maxime     | MATD                | 70 53 16 98 | belemmaxime@yahoo.fr     |
| 39 | SAMBARE   | Harouna    | CMA-BF              | 70 03 40 99 | sambarharouna@yahoo.fr   |

|    |           |             |                               |             |                             |
|----|-----------|-------------|-------------------------------|-------------|-----------------------------|
| 40 | ILBOUDO   | Barnabé     | PRM/ARCEP                     | 70 23 00 20 | ilba@arcep.bf               |
| 41 | SANFO     | Assane      | DGC-CMEF                      | 78 92 49 77 | sanfoas@yahoo.fr            |
| 42 | YAMEOGO   | Alizèta     | CNCC                          | 70 29 12 09 | gamdoless@hotmail.com       |
| 43 | OUEDRAOGO | Wendinminté | MATD                          | 70 22 32 65 | ouedrawendinminte@gmail.com |
| 44 | SANOU     | Tolo        | UO1-JKZ                       | 71 70 64 65 | sano.tg650@gmail.com        |
| 45 | OUEMA     | Idrissa     | MFPTPS                        | 70 10 37 34 | idrissaouema@yahoo.fr       |
| 46 | NABALOUM  | Adama       | ORD/ARCOP                     | 76 72 83 63 | nabaloum77@gmail.com        |
| 47 | KIENOU    | Urbain      | Commune de Bobo-Dioulasso     | 70 88 50 77 | ukienou@yahoo.fr            |
| 48 | BAGORO    | Firmin      | Ministère des Infrastructures | 70 09 88 35 | fbagoro@yahoo.fr            |

|    |           |                          |  |                             |                                |
|----|-----------|--------------------------|--|-----------------------------|--------------------------------|
| 49 | OUEDRAOGO | T. Albert                | Conseil d'Etat                           | 70 94 45 04                 | ouedraogobert@gmail.com        |
| 50 | KABORE    | R. Nicaise               | DMP/MRAH                                 | 79 52 37 76                 | nicaisekabore@yahoo.fr         |
| 51 | SOURABIE  | Souleymane               | DAF/ME                                   | 70 70 32 89                 | solobo85@gmail.com             |
| 52 | ZAGRE     | Philippe                 | DMP/FIE (MEECVCC)                        | 70 77 21 22                 | zagrephilippe@gmail.com        |
| 53 | GANEMTORE | W. Dominique 1er jumeaux | DMP/MSECU                                | 70 19 42 87/<br>52 00 05 40 | wendlassida_dominique@yahoo.fr |
| 54 | KONATE    | Ousmane                  | DRUH/MUH                                 | 61 14 14 08                 | konatoujo@yahoo.fr             |
| 55 | GOLANE    | L. C. Armand             | Conseil régional de la Boucle du Mouhoun | 70 83 24 60                 | laodou3000@yahoo.fr            |
| 56 | SAM       | Bonaventure              | membre du Bassin des Formateurs          | 70 71 52 23                 | sambfpp4@yahoo.fr              |
| 57 | FOFAMA    | Bamory                   | DMP/MSECU                                | 70 59 62 00                 | fofbamos@yahoo.fr              |

|    |           |            |              |             |                         |
|----|-----------|------------|--------------|-------------|-------------------------|
| 58 | OUATTARA  | Ibrahim    | DMP/MSECU    | 70 59 62 00 | creouattib01@gmail.com  |
| 59 | ZERBO     | Zakaria    | DGSN/MSECU   | 70 68 47 75 | azerdas200@gmail.com    |
| 60 | ZONGO     | Etienne    | DMP/PF       | 70 20 86 82 | eridard_zongo@yahoo.com |
| 61 | YAMEOGO   | Mathieu    | DMP/PF       | 70 43 13 66 | legmjam@yahoo.fr        |
| 62 | SANOU     | Albert     | DAF/MJFIP    | 70 77 04 73 | lozarsanou@yahoo.fr     |
| 63 | BAYALA    | Edouard    | PRM/ASECE-LC | 70 97 19 97 | bayalaedouard@gmail.com |
| 64 | NACOULMA  | Justin     | DREPPNF/HBS  | 70 69 86 00 | najuste16@gmail.com     |
| 65 | ZEMBA     | P. Evarist | MEA          | 70 26 48 15 | zemriste@yahoo.fr       |
| 66 | OUEDRAOGO | Nouffou    | DMP/MENA     | 78 21 47 31 | noufoued79@gmail.com    |

|    |           |                 |                        |             |                        |
|----|-----------|-----------------|------------------------|-------------|------------------------|
| 67 | OUEDRAOGO | Boureïma        | PRM/Commun de Kiembara | 70 08 32 76 | kingtecob@yahoo.fr     |
| 68 | OUEDRAOGO | Amado           | Ministère de la Santé  | 70 24 06 79 | amado_bf@yahoo.fr      |
| 69 | HEMA      | Fakié Daniel    | PRM/CAP Matourkou      | 70 22 28 67 | hedani68@yahoo.fr      |
| 70 | PASGO     | Bila Payirwendé | DAF/MFSNF              | 70 44 79 37 | payirwende@yahoo.fr    |
| 71 | DEME      | Harouna         | DAF/MAEC               | 78 95 83 41 | demeharounna@gmail.com |
| 72 | OUEDRAOGO | Lassané         | DR-CMEF/PER            | 78 14 7690  | lasbafa@yahoo.fr       |
| 73 | DAKUYO    | Thimoté         | DRC-MEF/CE             | 70 70 98 53 | thimoted@yahoo.fr      |
| 74 | POUYA     | Iwaoga          | DRC-MEF/CS             | 70 62 42 85 | pouybill@yahoo.fr      |
| 75 | BELEM     | Salifou         | DRC-MEF BHM            | 70 23 97 74 | belemsalou@yahoo.fr    |

|    |              |                   |                  |              |                       |
|----|--------------|-------------------|------------------|--------------|-----------------------|
| 76 | SOME         | A. Marcel         | DRC-MEF CASCADES | 70 72 44 38  | mar-some60@yahoo.fr   |
| 77 | SIMPORE      | Seydou            | MINEFID          | 70 12 70 70  | simpas@yahoo.fr       |
| 78 | MILLOGO      | Dieu-Donné Hubert | CR/ARCOP         | 70 72 25 25  | hubmil@yahoo.fr       |
| 79 | AMONA        | Sylla             | FASO ASSUR ONE   | 62 40 46 764 | as932702@gmail.com    |
| 80 | BAMBARA      | François          | MINEFID          | 76 63 94 83  | franchybaxa@yahoo.FR  |
| 81 | BAYANE/ZONGO | K. Irène          | DMP/MCIA         | 70 61 33 07  | zongoirenel@gmail.com |
| 82 | GUEBRE       | Moussa            | DMP/CHUYO        | 70 28 16 70  | moussaguebre@yahoo.fr |

**LISTE DE PRESENCE DES PARTICIPANTS PAR ATELIER AUX PREMIERES JOURNEES DE LA COMMANDE  
PUBLIQUE (JCP) DU 12 AU 14 JUILLET 2018 A BOBO-DIOULASSO**

**ATELIER 2 : SOCIETE PRIVE**

| <b>N°</b> | <b>NOM</b> | <b>PRENOM</b> | <b>STRUCTURE</b> | <b>Tél.</b> | <b>E-MAIL</b>                  |
|-----------|------------|---------------|------------------|-------------|--------------------------------|
| 1         | AKOTIONGA  | Emmanuel      | SYNAPIB          | 76 06 06 06 | akotionga_emmanuel@hotmail.Com |
| 2         | BARO       | Boukoné       | SYNAPIB          | 78 00 36 36 |                                |
| 3         | BARRY      | Amadou        | GLOBAL/GT        | 70 11 47 92 | amaderipincebarry99@gmail.com  |

|    |           |                 |                   |                       |                             |
|----|-----------|-----------------|-------------------|-----------------------|-----------------------------|
| 4  | BELEM     | Boureima        | AJDSI/H           | 70 75 31 74           | boldess@yahoo.fr            |
| 5  | COULIBALY | Niya Zanguan    | CR/CASCASDES      | 71 60 35 68           | nyacoulibaly@gmail.Com      |
| 6  | COULIBALY | Abubakar Sidiki | CCI-BF            | 72 36 31 17           | abubakar.coulibaly@yahoo.fr |
| 7  | DABIRE    | Victor          | COMMUNICATIO<br>N | 73 41 29 46           | dabirevictor5@gmail.Com     |
| 8  | DEMBELE   | Oumar           | SOCIETE CIVILE    | 64 54 57 04           |                             |
| 9  | DIALLO    | Mahamadi E.     | AJT               | 71 36 91 41           | etidiallo@yahoo.fr          |
| 10 | DIALLO    | Ismaila         | SOCIETE CIVILE    | 70595952/7633<br>3329 | moula_ismael@yahoo.fr       |
| 11 | DOUGOURI  | Jean            | CMA/DAFRA         | 70 58 73 46           |                             |
| 12 | Dr BOKOUM | Alkadri         | SANTE             | 62 63 73 37           |                             |

|    |              |                |                                 |             |                          |
|----|--------------|----------------|---------------------------------|-------------|--------------------------|
| 13 | Dr COMPAORE  | Salomon        | SANTE                           | 71 45 34 46 |                          |
| 14 | Dr OUATTARA  | Seydou         | SANTE                           | 70 12 36 92 |                          |
| 15 | Dr OUEDRAOGO | Thomas         | SANTE                           | 70 72 97 79 |                          |
| 16 | Dr SANOU     | Bakary Gustave | CHUSS                           |             |                          |
| 17 | Dr SANOU     | Guy            | MEMBRE/BASSIN<br>DES FORMATEURS |             |                          |
| 18 | GNESSIEN     | Salia          | MOUBAK                          | 70 09 76 78 | gnessienssalia@gmail.com |
| 19 | GUIRA        | Oumarou        | MOREL                           | 70 25 74 05 | maitreguira@gmail.Com    |
| 20 | GUIRA        | Mamadou        | DGTCP                           | 70 21 27 83 | guiraguibe@yahoo.fr      |
| 21 | HEMA         | Fakié Daniel   | CAP-MATOURKOU                   | 70 22 28 67 | hedani68yahoo.fr         |

|    |           |                  |                          |                            |                            |
|----|-----------|------------------|--------------------------|----------------------------|----------------------------|
| 22 | KABORE    | Yves             | PRM/CENTRE<br>MURAZ      | 73 93 10 60                | yves_kabore@yahoo.fr       |
| 24 | KAFANDO   | Puraogo Gabriel  | APEN                     | 70 26 38 98                | puraogo@gmail.Com          |
| 25 | KAFANDO   | Michel           | MI                       | 70 27 61 84                | mkafando33@yahoo.fr        |
| 26 | KAFIMBOU  | B. Hervé         | ARCOP                    | 71 99 39 21                | kafherve@yahoo.fr          |
| 27 | KAMBOU    | N. Olivier       | ARCOP                    | 70 53 13 01                | naonsole200b@yahoo.fr      |
| 28 | KOALA     | O. Alain Gilbert | Bassin des<br>Formateurs | 70 21 14 91/79<br>24 32 32 | koalalain@yahoo.fr         |
| 29 | KONDE     | N. Liliane       | MODES                    | 76 89 98 04                | nouwadoubaliliane@yahoo.fr |
| 30 | KONE      | Fousséni         | CCI-BF                   | 70 20 91 70                | fousseni.kone@cci.bf       |
| 31 | KOUDOUGOU | Pascal           | DR.INF/HBS               | 70 72 94 55                | koudougoupascal@yahoo.fr   |

|    |           |                     |               |                            |                         |
|----|-----------|---------------------|---------------|----------------------------|-------------------------|
| 32 | LANKOANDE | Djibril             | ATEM          | 70 26 41 44                | latembf.mod@gmail.com   |
| 33 | MILLOGO   | Dieudonné<br>Hubert | CR/ARCOP      | 70 72 25 25                | hubmil@yahoo.fr         |
| 34 | MILLOGO   | Zezipan             | RPTIC         | 70 22 15 43/78<br>34 90 36 | zmillogo@gmail.Com      |
| 35 | NITIEMA   | Ousseni             | C2i-SA        | 70 08 98 71/78<br>68 32 77 | onitiema@yahoo.fr       |
| 36 | OUATTARA  | Sié                 | M.SANTE       | 71 88 85 42                | sieouattara271@yahoo.fr |
| 37 | OUATTARA  | Idrissa             | APEN          | 60 18 20 60                | ouattararaid@yahoo.fr   |
| 38 | OUATTARA  | S. Michel           | APSAB         | 78 82 32 26                | michouatt@yahoo.fr      |
| 39 | OUEDRAOGO | Saïdou              | FASO BAARA SA | 70 20 41 99                | O.saidou@hotmail.Com    |
| 40 | OUEDRAOGO | Karim               | Secteur privé | 70 25 61 50                |                         |

|    |           |             |                      |             |                        |
|----|-----------|-------------|----------------------|-------------|------------------------|
| 41 | OUERME    | M. Salam    | AJBAT                | 76 73 69 50 | salaouermefacebook.Com |
| 42 | OUIYA     | K. René     | EXPERTIS SA          | 78 05 49 54 | kouamereney@yahoo.fr   |
| 43 | PODA      | Olo         | CCI-BF               | 70 23 94 32 | ollo.podu@cci.bf       |
| 44 | Pr TRAORE | Ibrahim     | CHUSS                |             |                        |
| 45 | SAMBARE   | Z. Patrice  | SYNAPIB              | 70 22 71 27 | sambarep@yahoo.fr      |
| 46 | SANA      | Abdoul Aziz | SAFA SERVICES        | 70 68 71 68 | azizsana77@gmail.com   |
| 47 | SANFO     | Maron       | DR-<br>CMEF/CASCADES | 70 25 98 94 | maronsanfo@yahoo.fr    |
| 48 | SANOUE    | Aminata     | Burkina 24           | 70 17 19 75 | sanouaminatta@yahoo.fr |
| 49 | SANOUE    | Djénéba     | SOBUCOP              | 66 44 44 41 | sanoudjenba14@yahoo.fr |

|    |                    |                   |                                  |             |                       |
|----|--------------------|-------------------|----------------------------------|-------------|-----------------------|
| 50 | SANOUC             | Tahirou           | ARCOP                            | 78 89 89 21 | tahirousanon@yahoo.fr |
| 51 | SANOUC             | Guy               | MEMBRE/BASSIN<br>DES FORMATEURS  | 70 25 15 15 | sanouguy2@yahoo.fr    |
| 52 | SANOUC             | Arabiatou         | SOCOTRA                          | 77 14 71 82 | sanouarabio@gmail.com |
| 53 | SAWADOGO           | Karim             | AJVIA                            | 76 66 59 12 | sawadogo.ks@gmail.com |
| 54 | SAWADOGO           | Oumarou           | SOSSAHEL<br>INTERNATIONAL-<br>BF | 73 74 62 81 | sidounar@yahoo.fr     |
| 55 | SAWADOGO           | Abdoulaye         | DR-CMEF/HBS                      | 70 22 09 63 | saw_ablo13@yahoo.fr   |
| 56 | SAWADOGO           | Ahmed Luguet      | SANTE/CMA<br>DAFRA               | 76 72 05 60 |                       |
| 57 | SIRI               | Youssouf          | DGCOPP                           | 70 88 74 36 | siri.youssouf@yahoo.  |
| 58 | SOMDA/YERBAN<br>GA | Arlette Pulchérie | DGCOOP                           | 70 21 93 96 | ulcheray@yahoo.fr     |

|    |            |               |                          |                             |   |
|----|------------|---------------|--------------------------|-----------------------------|---|
| 59 | TANSAMBEDO | Benjamin      | M.SANTE                  | 70 26 85 37 /78<br>57 96 06 | acodesburkina@yahoo.fr                          |
| 60 | TAPSOBA    | Victor        | ECBTP/TV/APA/B<br>TP/HB  | 71 63 39 99                 | naasigri@gmail.com                              |
| 61 | THIOMBIANO | Diandia Bruno | TA/BOBO                  | 71 79 43 67                 | thiombiano.bruno@outlook.fr                     |
| 62 | TONDE      | Boureima      | ACTEUR/PME               | 70 25 76 03                 | issa.tonde@live.fr                              |
| 63 | TRAORE     | Moussa        | APA-BTP/HBS<br>(EGBAGEC) | 70 58 59 50                 | traorem15@yahoo.fr                              |
| 65 | VOKOUMA    | Joachim       | Lisaro/kaceto.net        | 70 43 41 21                 | vokouma@kaceto.net                              |
| 66 | WOBA       | Hamadou       | APA-BTP/HBS<br>(CERO)    | 70 25 54 44                 | cero.sinana@yahoo.fr                            |
| 67 | YAMEOGO    | Achille       | CCI-BF                   | 70 30 98 87                 | achille.yameogo@cci.bf                          |
| 68 | ZAGRE      | S. Jean Paul  | AHD                      | 25 37 05 03/70<br>62 21 21  | abdmod2014@gmail.com/zagrejea<br>npaul@yahoo.fr |

|    |           |                 |             |             |                          |
|----|-----------|-----------------|-------------|-------------|--------------------------|
| 69 | ZIDA      | Gaël François   | ABNORM      | 70 71 93 30 | francois_zida@yahoo.fr   |
| 70 | ZONGO     | Y.Aboudoulaye   | ARCOP       | 70 70 24 51 | zongoyam@yahoo.fr        |
| 71 | ZOROU     | Moussa          | UPECOV      | 70 59 29 02 | zoromouss@gmail.com      |
| 72 | ZOUNDI    | Z. Georges      | DMP/MINEFID | 78 47 26 12 | zoundi79georges@yahoo.fr |
| 73 | ZOUNGRANA | Saidou          | SYNAPIB     | 78 86 11 57 |                          |
| 74 | ZOUNGRANA | M. Alain Claude | APSAB       | 70 15 05 36 | zalam@sono@.bf           |

**LISTE DE PRESENCE DES PARTICIPANTS PAR ATELIER AUX PREMIERES JOURNEES DE LA COMMANDE  
PUBLIQUE (JCP) DU 12 AU 14 JUILLET 2018 A BOBO-DIOULASSO**

**ATELIER 3 : SOCIETE CIVILE**

| <b>N°</b> | <b>NOM</b> | <b>PRENOM</b>   | <b>STRUCTURE</b> | <b>Tél.</b> | <b>E-MAIL</b>           |
|-----------|------------|-----------------|------------------|-------------|-------------------------|
| 1         | DOUAMBA    | T. Didace       | CGD              | 78 84 86 32 | didace.douamba@yahoo.fr |
| 2         | LENGANE    | Toubriyant      | Consultant       | 70 57 86 49 | lengainto@yahoo.fr      |
| 3         | ZONGO      | Sayadou         | OSE              | 70 26 14 54 |                         |
| 4         | BENGALY    | Boubakar Sidiki | C2AT             | 70 78 74 84 | bengalybs@yahoo.fr      |

|    |             |                       |            |             |                                |
|----|-------------|-----------------------|------------|-------------|--------------------------------|
| 5  | OUATTARA    | Daouada Kimbé         | OSC        | 70 22 40 43 | genco.ouatt@gmail.com          |
| 6  | LANOU       | Gnihanbo              | CPOSC/Tuy  | 70 17 23 11 | lanou.gmail.com                |
| 7  | SANGARE     | S. Charles            | CROS/HBS   | 70 23 00 52 | Chado59bf@yahoo.fr             |
| 8  | KABORE      | Jules Cesar           | Burkina 24 | 78 1011 06  | julescesarkabore2011@gmail.com |
| 9  | ZONGO       | Daouda                | Wakat séra | 78 84 32 53 | nichenature@gmail.com          |
| 10 | BARRO       | Sibiri                | REVS PLUS  | 71 16 13 53 | sibirib@yahoo.fr               |
| 11 | WETTA       | Claude                | SE/RENLAC  | 76 04 57 70 | cwetta@renlac.com              |
| 12 | COULIBALY   | Sié François d'Assise | CAMJH      | 72 09 10 62 | coulsiéfrançois@yahoo.fr       |
| 13 | KONE/DIALLO | K. C. Sarah           | ORD        | 70 18 07 15 | celindial@yahoo.com            |

|    |           |          |                             |             |                        |
|----|-----------|----------|-----------------------------|-------------|------------------------|
| 14 | KINDA     | Basidou  | l'Evènement                 | 71 37 69 25 | basidoukinda@gmail.com |
| 15 | ZIO       | Babou    | CNSC/BF                     | 70 73 38 90 | brisber@yahoo.fr       |
| 16 | OUEDRAOGO | B. Adama | ARCOP                       | 70 57 43 06 | adamviera2001@yahoo.fr |
| 17 | KINDO     | Assana   | REN-LAC                     | 77 30 75 62 | assaneknd@gmail.com    |
| 18 | KOURAOGO  | Blassé   | REN-LAC                     | 63 99 37 77 | kouraoblasse@gmail.com |
| 19 | YIGO      | Marcel   | Conseil<br>régulation/ARCOP | 76 50 24 29 | yigocel@yahoo.fr       |
| 20 | KAKORE    | R. Agnès | Conseil<br>régulation/ARCOP | 70 26 61 36 | kaboreagnes@gmail.com  |
| 21 | COULIBALY | Mamadou  | UPAPA                       | 70 63 48 57 |                        |
| 22 | SAVADOGO  | Didier   | SPONG                       | 78 81 62 62 | apjoe2@yahoo.fr        |

|    |           |           |              |             |                               |
|----|-----------|-----------|--------------|-------------|-------------------------------|
| 23 | OUOBA     | Salifou   | CN/OSC       | 70 73 38 32 | kondjasalif@yahoo.fr          |
| 24 | SORGHO    | Jean-Paul | CN OSC-B     | 70 24 44 80 | sorghosjp@yahoo.fr            |
| 25 | YAMEOGO   | Frédéric  | Le Reporter  | 71 29 44 52 | tindfred@yahoo.fr             |
| 26 | DICKO     | Oumarou   | CNOSC/BF     | 70 32 69 41 | biladicko@gmail.com           |
| 27 | COULIBALY | Maxime    | CNOSC/BF-RHB | 71 05 24 95 | coulmax2@gmail.com            |
| 28 | SANOU     | Aminata   | Burkina 24   | 70 17 19 75 | sanouaminatta@yahoo.fr        |
| 29 | OUEDRAOGO | Zakaria   | SPONG        | 70 81 99 14 | ouedraogoamir12@gmail.com     |
| 30 | OUEDRAOGO | Sylvestre | yam-         | 70 25 04 49 | sylvestre.ouedraogo@gmail.com |
| 31 | YAO       | Lamoussa  | AJT/MINEFID  | 70 30 74 15 | wasao2005@yahoo.fr            |

|    |                |          |                      |             |                   |
|----|----------------|----------|----------------------|-------------|-------------------|
| 32 | BAYILI         | Brahim   | l'Economiste du Faso | 70 25 52 04 | nobl66@gmail.com  |
| 33 | SANON          | Issa     | DGC-MEF/DPSEOP       | 70 26 93 31 | issa_san@yahoo.fr |
| 34 | YAMEOGO        | Gaston   | ARCOP                | 7144100     |                   |
| 35 | KONVOLBO       | S adrien | ARCOP                | 70 40 44 41 |                   |
| 36 | BALMA          | saidou   | ARCOP                | 78371035    |                   |
| 37 | HONADIA/SAMAKE | Sanata   | ARCOP                | 76626728    |                   |
| 38 | DAKOURE        | Ambroise | ARCOP                | 70 75 99 61 |                   |
| 39 | OUBDA          | Berça    | ARCOP                |             |                   |
| 40 | SOME/ZAGRE     | Bibata   | ARCOP                |             |                   |

|    |            |          |       |             |  |
|----|------------|----------|-------|-------------|--|
| 41 | BONGOUNGOU | Emmanuel | ARCOP | 78 68 40 61 |  |
| 42 | KABORE     | Moussa   | ARCOP | 78 82 85 94 |  |

# **TABLE DES MATIERES GENERALE**

|  |    |
|--|----|
| RAPPORT DE L'ATELIER 1 « ROLE DU SECTEUR PUBLIC » .....  | 3  |
| I. Contexte .....  | 4  |
| II. Rappel du mandat de l'atelier .....  | 4  |
| III. Synthèse des discussions .....  | 5  |
| 1. Lien entre commande publique, bonne gouvernance et développement ..                                     | 5  |
| 1.1 La commande publique comme stimulant de la production nationale et la création d'emploi.....           | 5  |
| 1.2 La commande publique comme instrument de production des infrastructures clés du développement.....     | 6  |
| a. Instrument de promotion d'un secteur privé local .....  | 6  |
| b. Instrument de promotion d'une économie sociale et solidaire .....                                       | 6  |
| 2. Analyse de l'efficacité de la commande publique dans un contexte de gestion axée sur les résultats..... | 6  |
| 3. Difficultés des acteurs .....   | 8  |
| 3.1 Difficultés entre acteurs du secteur public.....   | 8  |
| 3.2 Difficultés entre acteurs du secteur public et le secteur privé .....                                  | 9  |
| IV. Recommandations.....   | 11 |
| V. Conclusion .....  | 18 |
| <br>   |    |
| RAPPORT DE L'ATELIER 2 « ROLE DU SECTEUR PRIVE» .....  | 19 |
| I. Contexte .....  | 20 |
| II. Rappel du mandat de l'atelier .....  | 21 |
| III. Synthèse des discussions .....  | 22 |
| IV. Recommandations.....   | 22 |
| V. Conclusion .....  | 30 |

|   |    |
|---|----|
| RAPPORT DE L'ATELIER 3 « ROLE DE LA SOCIETE CIVILE» .....   | 31 |
| I. Contexte .....   | 32 |
| II. Rappel du mandat de l'atelier .....   | 33 |
| III. Synthèse des discussions .....   | 34 |
| 1. Diligenter des enquêtes pour situer les responsabilités sur la mauvaise<br>exécution des marchés publics ces deux dernières années ..... | 35 |
| IV. Recommandations .....   | 36 |
| V. Conclusion .....   | 42 |
| <br>  |    |
| ANNEXES .....   | 43 |
| Annexe 1 : Termes de reference des ateliers .....   | 44 |
| Annexe 2 : Liste de présence par atelier .....  | 53 |